

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): J'examinerai la question de façon plus approfondie, monsieur l'Orateur, et ferai rapport au député.

* * *

LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON

LE FINANCEMENT DE L'EXPANSION INDUSTRIELLE

M. Robert Muir (Cape Breton-The Sydneys): J'ai une question pour le ministre de l'Expansion économique régionale. Est-il aujourd'hui en mesure de répondre à ma question d'il y a quelques jours sur la nécessité et la possibilité de bientôt mettre plus de fonds à la disposition de la Société de développement du Cap-Breton?

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, d'après le dernier rapport annuel de la Société, le gros de ses fonds initiaux étaient soit dépensés soit engagés à la fin de 1970; il lui en restera bien peu à la fin de cette année. On est en train de préparer les projets d'investissements de capitaux de la Société en ce moment; on en verra le résultat lorsque les prévisions budgétaires de l'année prochaine seront présentées au Parlement.

* * *

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

L'ACTIVITÉ DU MINISTÈRE ET LE PERSONNEL DE RECHERCHE DU BUREAU DU PREMIER MINISTRE

M. Robert C. Coates (Cumberland-Colchester-Nord): Ma question s'adresse au premier ministre. Étant donné que le ministre de l'Expansion économique régionale et ses fonctionnaires sont très sensibles aux critiques à l'égard du programme...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Le député voudrait-il reprendre son siège. Il doit poser sa question. A en juger par le début, il est certain qu'elle ne se conformera pas au Règlement. Que le député la pose directement.

M. Coates: Je devais justifier la demande que j'allais faire au premier ministre, monsieur l'Orateur. Je vais le faire maintenant. Pour cette raison, le premier ministre voudrait-il songer à charger certains membres de son personnel de mener une enquête impartiale sur les succès ou les échecs du ministère et d'indiquer quels programmes il y aurait lieu de modifier pour rendre plus efficace le programme qui vise à supprimer les disparités économiques régionales?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, c'est avec plaisir que je m'entretiendrai avec le président du Conseil du Trésor de la possibilité d'augmenter encore mon personnel afin de mener pareille enquête.

L'hon. M. Hees: Une question supplémentaire.

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député de Yorkton-Melville a la parole.

LE BIEN-ÊTRE SOCIAL

CORNWALL—LE REFUS ESSUYÉ PAR DES CHEVELUS ET LE RÉGIME D'ASSISTANCE PUBLIQUE

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Ma question se pose au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Répondant à une question le 30 septembre, le ministre a dit à la Chambre qu'il se renseignerait sur un incident à Cornwall, où l'on a refusé de verser des allocations d'assistance sociale aux personnes à cheveux longs, afin de déterminer si ce refus constitue une violation de la lettre ou de l'esprit du Régime d'assistance sociale du Canada. Le ministre a-t-il fait mener cette enquête et dans l'affirmative, peut-il maintenant faire rapport à la Chambre?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Cette enquête a eu lieu, monsieur l'Orateur, mais j'en ai oublié les détails et les conclusions. Je me renseignerai et je ferai rapport au député.

* * *

LES PÊCHES

LA COMPÉTENCE DU CANADA EN MATIÈRE DE GESTION DES RESSOURCES DU PLATEAU CONTINENTAL

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Ma question s'adresse au ministre des Pêches. A la suite de la conférence de la semaine dernière présidée par le ministre, le gouvernement songe-t-il maintenant à affirmer la compétence du Canada sur le plateau continental en matière de gestion des pêches, et en l'occurrence, quand pouvons-nous escompter une déclaration?

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches): Monsieur l'Orateur, nous nous intéressons d'abord à une conservation systématique dans la région du plateau continental. Il nous faut la collaboration des autres pays pour y parvenir.

* * *

LE CODE CRIMINEL

LES RÉTABLISSEMENT DE LA PEINE CAPITALE—L'ATTITUDE DU MINISTRE DE LA JUSTICE

[Français]

M. Henry Latulippe (Compton): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de la Justice.

Dirait-il à la Chambre quelle attitude il entend prendre au sujet de la peine capitale? Fera-t-il respecter la loi de la peine capitale dans le cas du policier qui vient d'être abattu?

M. l'Orateur: L'honorable député reconnaîtra que la question telle que posée n'est pas conforme au Règlement.

• (2.40 p.m.)

* * *

LES GRAINS

LE BILL RELATIF À LA STABILISATION ET L'APPLICATION DE LA LOI SUR LES RÉSERVES PROVISOIRES DE BLÉ

[Traduction]

M. S. J. Korchinski (Mackenzie): Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au ministre responsable de la Com-